



## Opération de police au parc de l'Alliance sans concertation

**Hier, mardi 14 juin, une opération en direction de plusieurs familles ayant trouvé refuge au parc de l'Alliance a été pilotée par la Police nationale. Même si, après échanges dans la journée avec la Ville, aucune personne n'a finalement été évacuée, cette action a été effectuée sans concertation avec la collectivité et les élu-es. Elles et ils espèrent qu'une solution de mise à l'abri sera trouvée rapidement.**

Les modalités d'interventions de la Police municipale de Grenoble concernant ces abris sont précises : constat d'occupation et demande aux occupant-es de replier leurs tentes en journée d'une part. De l'autre, les consignes des travailleuses et travailleurs sociaux et de la maraude métropolitaine sont toujours les mêmes : accompagner les personnes pour l'ouverture de leurs droits.

La Ville de Grenoble et la Métropole sont très attachées à ce que chaque évacuation d'abris et résorption de bidonvilles soient accompagnés de propositions de relogement ou d'hébergement par les services de l'Etat, propositions qui sont encore aujourd'hui insuffisantes et nous le déplorons.

Aujourd'hui, force est de constater que pour la deuxième fois consécutive les services préfectoraux n'ont pas informé la Ville ni les travailleuses et travailleurs sociaux en lien avec les personnes d'une telle opération. Aucune prise en charge effective pour les familles n'a été formulée. Cette action unilatérale ne correspond pas au cadre de coopération établie dans la résorption des bidonvilles et ne respecte pas le délai légal de 48h d'installation, pour certaines familles, qui oblige à engager des procédures spécifiques.

La Ville de Grenoble et ses élu-es refusent que le discours de Sarkozy s'applique à nouveau en Isère,

de même qu'elles et ils refusent que les modalités qui ont cours à Calais dans les évacuations de campements deviennent la norme sur Grenoble.

Margot Belair, Adjointe au Secteur 4, déclare : « *Le secteur de l'Alliance vit depuis plus d'un an maintenant une situation délicate. Nous refusons de mettre dos à dos habitant-es du quartier et habitant-es du campement de l'Alliance. Expulser pour expulser, sans proposition de logement, ne fait qu'ajouter de la tension dans le quartier. Il faut des logements dignes plutôt que des opérations coup de poing inutiles et violentes.* »

Céline Deslattes, Conseillère municipale déléguée à la Grande précarité, déclare : « *Nous déployons des dispositifs partenariaux importants dans le cadre de notre politique publique « de la Rue au Logement » pour accompagner les personnes et trouver dans les meilleurs délais des solutions de relogement pour les personnes installées dans les camps. Les évacuations manu militari n'apportent aucune solution. Elles sont indignes humainement comme budgétairement, et en contradiction totale avec les engagements et directives nationales de l'Etat. Nous appelons l'Etat local à revenir à la table de concertation pour discuter sur la prise en charge des personnes lors des évacuations de bidonvilles.* »